

En ce qui concerne la recherche en France :

L'échec sur les vaccins contre le covid n'est donc pas qu'un accident. Cet échec est le produit de décennies d'abandon, par le gouvernement, de toute ambition en ce qui concerne la recherche fondamentale en France. Alors que tous les pays industrialisés savent que cette recherche fondamentale est capitale pour concevoir les innovations qui irrigueront ensuite le tissu économique d'un pays, en France, les gouvernements successifs ont fait le choix de ne pas développer la recherche. L'État doit donc porter rapidement son effort budgétaire à au moins 3 % du PIB. Surtout, il faut revoir intégralement le mode de direction de la recherche, en confiant cette direction aux chercheurs eux-mêmes. IL s'agira de leur demander de décider eux-mêmes quels modes d'évaluation et de direction de la recherche ils veulent voir privilégier. IL faudra enfin une politique résolue d'augmentation nette de la rémunération des chercheurs et de sécurisation de leurs carrières.

EN ce qui concerne l'éducation :

Depuis des années, les gouvernements ont une vision à court terme de la politique à mener sur ce sujet, et surtout une vision dictée par la nécessité de faire baisser le coût de l'éducation en France. Cette politique s'observe dans la baisse continue du nombre d'heures de cours dispensés aux élèves, ce qui tend à avantager les enfants issus de milieux favorisés, dont sont d'ailleurs issus les décideurs politiques et les hauts cadres de la fonction publique qui promeuvent cette politique... Cela a conduit au naufrage constaté dans les enquêtes internationales mesurant le niveau des élèves et dans lesquelles les élèves français sont à des niveaux alarmants : moins ils ont cours, et plus le niveau baisse, comme c'est étonnant ! Cela permet à ces gouvernements de pointer la responsabilité des enseignants, dont on justifie ainsi la faiblesse des rémunérations. Ces gouvernements, par les décisions prises dans ce domaine, ont ainsi négligé tout simplement l'avenir de milliers de jeunes Français et l'avenir du pays.

IL est donc nécessaire d'augmenter le nombre d'heures de cours pour tous les élèves, en formant davantage d'enseignants et les payant beaucoup mieux qu'aujourd'hui. Cela est une nécessité, comme pour la recherche, pour augmenter le niveau de qualification de tous les Français et donc leur niveau de rémunération.

Il faut augmenter le nombre d'enseignants à l'université et mieux les payer, augmenter le nombre de places pour les étudiants dans l'enseignement supérieur. Enfin, il faut dissoudre les organismes du type CNRS et les refondre dans un même corps d'enseignants-chercheurs ayant tous les mêmes droits à bénéficier du financement de leurs recherches et les mêmes obligations en terme de nombre d'heures de cours à dispenser. Cela permettra de revaloriser les carrières des chercheurs de l'université.

En ce qui concerne l'énergie :

une véritable politique pour promouvoir les véritables énergies propres, qui sont aujourd'hui beaucoup moins subventionnées que le pétrole et le nucléaire. Pour assurer aux générations futures de pouvoir vivre sur une planète vivable, nous devons rapidement faire baisser notre consommation des énergies fossiles et, évidemment, sortir rapidement du nucléaire. En effet, les catastrophes, notamment celle de Fukushima, ont démontré que les « experts » dans ces domaines sont totalement incapables de nous assurer un minimum de sécurité. Les centrales aujourd'hui en activité vont laisser à nos enfants des déchets pour des milliers d'années.

En ce qui concerne les droits des salariés et la bonne santé de l'économie française :

Puisqu'il a été à maintes reprises démontré qu'un salarié content de son travail a une productivité bien supérieure à celui qui doit effectuer un travail abrutissant sous les ordres stupides de petits chefs eux-mêmes sous la pression de moyens chefs et ainsi de suite, il faut revoir l'organisation des entreprises de manière à assurer le bonheur des salariés mais aussi la bonne santé des entreprises. Or un salarié content de son travail est un salarié à qui on a laissé des responsabilités et la capacité à peser sur l'organisation de son travail. En conséquence, il faut que les salariés aient voix au chapitre dans les décisions stratégiques de leur entreprise. Pour cela, on pourrait par exemple prévoir que des

élus des salariés siègent en nombre suffisant au CA et aient au moins 50 % des voix au moment du vote. Cela éviterait de plus que les actionnaires puissent faire systématiquement pencher les choix de distribution des gains de l'entreprise en leur faveur. Cette organisation rendra les entreprises beaucoup plus profitables dans la mesure où les salariés pèseront à la fois sur l'organisation d'un travail dont ils sont les spécialistes, et sur la répartition des gains de leur entreprise. Il s'agit enfin de mettre le travail au centre l'économie (et non pas le capital), et de construire l'entreprise comme un véritable lieu de démocratie vivante.

En ce qui concerne la fiscalité :

une grande réforme fiscale est nécessaire. Sortons de cette invocation stérile sur le rétablissement de l'ISF qui ne frappait en définitive qu'une partie des grandes fortunes. Or là est bien l'enjeu : il faut une fiscalité juste, c'est-à-dire que les riches payent réellement beaucoup plus que les pauvres et que les classes moyennes. Cette réforme devra avoir pour objectif : - la simplification : IR, CSG, TVA devront être refondus dans un impôt réellement progressif et sans limite de montant. - La transmission par succession, dans un monde parfait, devrait être abolie, puisque la rémunération de chacun ne doit être fonction de ce qu'il apporte à la société et non à ce qu'il a reçu de ses parents. Si cela n'est pas possible, il faut taxer massivement les successions, là encore de manière progressive.

En ce qui concerne la politique militaire de la France :

retrait de l'armée française de tous les théâtres extérieurs et arrêt de la politique néo-colonialiste de la France. Division par deux du budget de la défense, abandon de l'arme nucléaire.

En ce qui concerne les libertés :

Abolition de toutes les mesures qui tendent depuis le début des années 2000 à intégrer des mesures exceptionnelles de limitation des libertés. Nouvelles règles dans l'engagement de la police lors de mouvements sociaux. Interdiction de la violence dans les techniques policières. Insister sur le fait que cette politique qui a rogné nos libertés depuis 20 ans ne permet pas plus de sécurité qu'il y a 20 ans et ne constitue absolument pas une nécessité pour assurer la sécurité des Français, et même que c'est le contraire, ce comportement de l'État policier conduisant à une insécurité qui touche tous els Français.

En ce qui concerne la démocratie en France :

De plus en plus de Français ont le sentiment de ne pas être entendu ni respecté par les hommes politiques au pouvoir. Or il ne s'agit pas simplement d'un problème de personnes, mais également de fonctionnement de la démocratie. Pour rétablir la confiance, il faut rétablir une culture du débat au plus niveau. Car le fondement de la démocratie, ce n'est pas la prise de décision par la majorité, c'est le débat entre des opinions divergentes. Pour rétablir cette culture du débat, il faut affaiblir le pouvoir exécutif : limitation à un seul mandat présidentiel, obligation d'entériner le nom proposé par le parti majoritaire à l'Assemblée Nationale pour le poste de premier ministre, limitation de ses pouvoirs (bref, faire du président français l'équivalent de la reine d'Angleterre) ; il faut renforcer le pouvoir législatif : suppression du Sénat, augmentation des moyens des députés, notamment les moyens d'enquête et d'études, maîtrise par l'Assemblée de 80 % de son ordre du jour, etc. Enfin, il faut faciliter les possibilités d'organiser les référendums, en permettant notamment cette organisation sur demande de l'opposition parlementaire au gouvernement.